



POUR UNE SOCIOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT

BERNARD KALAORA ET CHLOÉ VLASSOPOULOS

Champ Vallon, 2013

Pour une sociologie de l'environnement, de Bernard Kalaora et Chloé Vlassopoulos peut se

saisir comme un plaidoyer pour inviter la recherche française en sciences sociales et les institutions publiques à prendre au sérieux la sociologie de l'environnement. Pour les auteurs, la question de l'environnement est devenue centrale pour penser les enjeux et résoudre les problèmes contemporains ; elle nécessite toutefois, pour se l'approprier, de modifier radicalement les pratiques institutionnelle et scientifique, telles que construites et développées en France depuis la fin du XIX^e siècle. Pour convaincre de cette nécessité et argumenter cette prise de position, les auteurs nous invitent à relire, au regard de la question environnementale, l'histoire de la pensée scientifique et des pratiques institutionnelles et politiques françaises. La France serait l'un des pays les plus rétifs à la pensée et à l'action environnementales : d'une part, par son lien historique avec le paradigme scientiste et la sociologie durkheimienne et positiviste au niveau de la recherche sociologique ; d'autre part, par la prédominance de l'ap-

proche républicaine, centraliste et analytique lorsqu'il s'agit de concevoir et de programmer les politiques publiques environnementales.

Pour rendre compte de cette distance française avec le paradigme et la pensée environnementales, les auteurs nous proposent un long cheminement dans l'univers des sciences sociales et humaines, ainsi que dans les rouages de l'institution française. Ces deux entrées servent de cadre à l'architecture de l'ouvrage.

La première partie décortique la sociologie de l'objet d'étude environnemental, tel que celui-ci a été approprié par la recherche française, du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. La perspective scientifique consiste à montrer l'absence de la pensée environnementale sur la scène française par comparaison avec son ancrage fort dans d'autres pays tels que l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis. Cette situation s'explique par la fabrique d'une dominante épistémologique, philosophique et théorique au sein de la sociologie française. La France serait le berceau d'une philosophie morale dualiste qui accorde le primat à la raison sur le sensible, au cartésianisme sur l'empirisme, à l'esprit sur le corps et la nature. L'influence des penseurs

anglo-saxons (Emerson, Thoreau, Marsh...), figures emblématiques du courant transcendantal, a été très faible en France, marquant une différence forte et une spécificité dans la déclinaison des cadres cognitifs d'analyse des pratiques sociales.

Concernant l'histoire de la pensée sociologique, la place prépondérante occupée par une sociologie déterministe et structuraliste explique aussi cette distance au paradigme environnemental. Durkheim, puis Bourdieu seraient les représentants les plus illustres de cette lecture des faits sociaux par la prédominance accordée au social. Les auteurs démontrent avec finesse la pertinence de leur propos par l'analyse de l'histoire du champ de la recherche environnementale. Une des richesses de cet ouvrage est de présenter la fabrique de cette recherche française, ancrée dans des cadres cognitifs académiques qui ne lui permettent pas de constituer un champ autonome, légitime et scientifique autour de l'objet environnemental. La critique porte aussi bien sur le rôle négatif des ministères chargés des questions environnementales, marqués par la pensée technocratique et les découpages sectoriels des politiques publiques, que sur les institutions

de recherche, trop encastrées dans des approches linéaires et disciplinaires. L'ouvrage présente avec moult exemples comment les différentes institutions et disciplines se sont appropriées la question environnementale ; il expose les évolutions historiques et conjoncturelles de leur manière de penser et de définir des méthodes et investigations d'étude.

La fin de cette première partie présente les conditions épistémologiques d'une sociologie de l'environnement en phase avec les avancées théoriques de la recherche sociologique et les enjeux contemporains. Une perspective interdisciplinaire est avancée pour saisir cet objet, situé au carrefour du social et du biologique, des sciences du vivant et des sciences sociales. L'environnement est un objet complexe qui nécessite de prendre des distances avec les visions naturalistes, hygiéniques et technocratiques. Il se qualifie par des propriétés qui en font un objet en mouvement, engagé dans des processus et des recombinaisons en fonction des systèmes dans lesquels il se situe. Dès lors, prendre en compte l'environnement dans la manière de penser le social induit de s'intéresser aux interactions biophysiques qui interfèrent sans cesse dans nos modes de pensée, de sentir et d'agir. Un renversement épistémologique s'impose pour s'engager dans un tournant paradigmatique qui fasse la part belle au pragmatisme. Ce détour par les sciences de l'action, qui s'in-

téressent aux pratiques telles qu'elles se font et se défont dans des ajustements relationnels entre les actants en interaction, est aux antipodes du positivisme et de la pensée scientifique analytique. En référence à ce courant sociologique inspiré des travaux de Callon, Latour, Boltanski, Thévenot ou encore Chateauraynaud, le propos consiste à montrer combien la problématique des sciences environnementales est étroitement liée à ces nouveaux cadres cognitifs. Une position relativiste des disciplines scientifiques, des acteurs, des publics et des institutions est ainsi annoncée pour repenser les liens entre les savoirs sacrés et profanes et entre la recherche, les acteurs de terrain, les territoires et les habitants. La science sort ainsi de sa position surplombante et bachelardienne pour repenser sa place dans la fabrique des connaissances et des modes d'intervention et d'action.

La deuxième partie propose une lecture politique, sociétale et mondiale de ce sujet, permettant d'observer la manière dont les questions environnementales sont traitées dans les institutions contemporaines et comment elles s'inscrivent dans les agendas des politiques publiques. La démarche consiste à montrer et à analyser les différentes sphères dans lesquelles ces questions sont présentes et traitées pour dévoiler leur niveau de développement, d'une part, et la faiblesse des réponses institutionnelles, d'autre part. L'ouvrage consacre le chapitre IV à la présen-

tation des néo-mouvements sociaux, de l'écologisme et des approches sanitaires qui sensibilisent les opinions publiques à ces valeurs montantes. Une critique est portée sur le manque de présence des sciences de l'environnement dans la façon de traiter les questions sanitaires en France, qui reste ancrée dans une lecture très médicale et hygiéniste, dans la continuité des pratiques institutionnelles et des cadres cognitifs issus de la modernité. Le chapitre V aborde l'entrée des institutions publiques dans l'ère environnementale, en décryptant les processus par lesquels ces administrations se sont appropriées ces questions. La perspective sociologique consiste à présenter la difficulté des politiques publiques modernes à s'investir dans un nouveau cadre cognitif et institutionnel pour traiter ces problèmes. L'analyse détaillée des actions publiques autour de la création du ministère de l'environnement dévoile les jeux politiques ambigus des institutions françaises. Pour appuyer leur propos, les auteurs, en appliquant le cadre théorique de la sociologie pragmatique, analysent différents sujets inscrits dans les agendas politiques depuis les années 1970. L'étude détaillée des questions de protection du paysage, de pollutions automobile ou agricole, de canicule ou de politique générale *via* le "Grenelle de l'environnement" illustre de façon remarquable les incohérences des politiques publiques, dans leur difficulté à chan-

ger de référentiels d'analyse et d'action.

Enfin, la dernière partie s'ouvre sur l'étranger et présente les nouveaux enjeux planétaires en s'inspirant, entre autres, de la sociologie de Giddens. L'entrée dans l'ère environnementale "globalisée" bouleverse les cartes politiques et économiques internationales, produisant une réorganisation du monde. Une gouvernance mondiale est en cours de construction dans cette société de la mobilité et des interactions multiples au sein de laquelle "l'expert global" va occuper un rôle important dans le management des vulnérabilités. Un néo bio-pouvoir est en train de se mettre en place, en référence à la pensée de Foucault, qui va instaurer des cadres

d'action et décisionnels inédits pour le meilleur et pour le pire. Une des solutions envisagées par les auteurs est l'instauration de la résistance politique et de l'activisme local comme principe d'action actif dans la déclinaison d'une éthique environnementale responsable. Les logiques d'intervention propres à l'action collective deviennent plus complexes, ancrées dans des processus enchevêtrés de concertation, de participation et de dialogue. Mais elles sont incontournables pour limiter les jeux de pouvoir hégémoniques exprimés par les experts, les représentants de la science formelle et les acteurs de la sphère technocratique. Dès lors, la réflexivité chère à Giddens et la capacité à résister exprimée par

Thoreau doivent être les garants de cette disposition au libre arbitre permettant la fabrique d'une action collective, engagée dans la gestion des biens collectifs. D'où le rôle important que doit jouer la naturalité, cette nature des profondeurs, dans la formation des caractères et des dispositions individuelles engagées dans la reconnaissance de l'environnement comme composante fondamentale du vivre ensemble... Un livre incontournable pour tout ceux qui veulent se familiariser avec l'histoire et la sociologie de l'environnement en France. ■

JEAN CORNELOUP

UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND